

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 11 janvier 2017

Unité départementale du Loiret

Installations classées

Société AMAZON LOGISTIQUE FRANCE

Commune SARAN

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
relatif à l'implantation de mezzanines**

Rapport de l'inspection des installations classées

I – Objet de la demande

Par courrier, en date du 1^{er} juin 2016, la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE a déposé une demande de modification, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Ces modifications (projet ENLARGE 2016-2017) portent sur le réaménagement des cellules existantes en y implantant des mezzanines dans 4 cellules (1 à 4) et en étendant la surface de mezzanine existante à toute la cellule 11.

Ces modifications permettraient d'assurer une meilleure gestion du volume de l'entrepôt.

Les travaux seraient réalisés en deux phases. L'une réalisée en 2016 (aménagement des cellules 1 à 4 sur 50 % de la surface de référence) et la seconde en 2017 (extension des mezzanines au sein des cellules 1, 2 et 11 sur 100 % de la surface de référence de chaque cellule).

La phase 1 de la demande de modification a été autorisée par courrier préfectoral en date du 18 décembre 2016.

Le présent rapport a pour objet de présenter à Monsieur le préfet le dossier modificatif des installations exploitées, visant à porter la surface des mezzanines à 100 % de la surface projetée au sol des cellules concernées.

II – Présentation de l'établissement

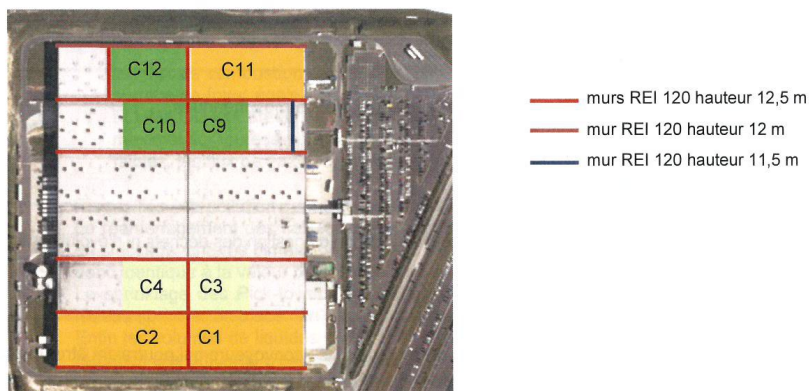
L'entrepôt, objet du présent rapport, est situé dans la ZAC du Champ Rouge à SARAN et est actuellement exploité par la société AMAZON, société spécialisée dans la vente par Internet. L'effectif y est d'environ 1 600 personnes, hors période de forte activité.



L'activité exercée est une activité de logistique et activités diverses qui y sont liées (préparation de commandes, packaging, manutention, etc.).

Le bâtiment est composé :

- de 13 cellules de stockage, séparées par des murs coupe-feu de degré 2 heures, dont les surfaces varient de 2 275 m² à 5 736 m² pour les plus grandes cellules,
- de bureaux, de locaux sociaux (dans le prolongement de la cellule 9) et de locaux techniques.



Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 juillet 2007.

Par courrier du 6 mai 2013, la société SARAN LOGISTIQUE a adressé une demande de modification de ses installations concernant l'implantation de mezzanines dans les cellules 9 à 12 de l'entrepôt qu'elle exploite sur la commune de SARAN. La demande de modification des installations, bien que notable, n'étant toutefois pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, a donc été autorisée par arrêté préfectoral en date du 25 octobre 2013.

Par transmissions des 12 décembre 2013, 10 novembre 2014, 15 septembre 2015, 6 novembre 2015, 21 janvier 2016 et 1^{er} juin 2016, la société SARAN LOGISTIQUE a porté à la connaissance du préfet du Loiret plusieurs modifications notables des éléments du dossier de demande d'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation.

À l'appui de ses demandes de modifications, l'exploitant a démontré que celles-ci n'entraînaient pas d'impact notable dans l'environnement et ne présentaient pas de risque supplémentaire inacceptable.

Ces modifications s'avéraient donc non substantielles et ne nécessitaient pas, dans l'immédiat, de modification des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 octobre 2013, sauf en ce qui concerne la suppression du dernier alinéa de son article 1.2.3. Ces éléments ont été actés par courriers préfectoraux en date des 22 février 2016 et 18 novembre 2016.

Enfin, par courrier en date du 1^{er} juin 2016, la société AMAZON a déclaré à Monsieur le préfet du Loiret, avoir repris, à compter du 1^{er} juin 2016, l'exploitation de l'entrepôt précité dont elle est désormais la nouvelle exploitante.

III – Situation administrative de l'établissement

Le site a été autorisé en 2007 et est actuellement réglementé par un arrêté préfectoral du 25 octobre 2013.

Par courrier en date du 2 juin 2016, la société AMAZON a sollicité le bénéfice d'antériorité pour les installations exploitées sur son site, compte tenu de la modification de la nomenclature intervenue le 1^{er} juin 2015, en application des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement.

Une suite favorable a été donnée à la demande du pétitionnaire. Le classement des ICPE a été actualisé par courrier préfectoral en date du 18 novembre 2016. Ce classement des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est inséré à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire proposé en annexe du présent rapport.

À noter que le classement des installations n'est pas révisé par la modification demandée.

L'établissement n'est pas soumis aux dispositions de la directive dite « Seveso 3 » :

- ni par la règle de dépassement direct (seuil haut ou bas) ;
- ni par la règle du cumul (seuil haut ou bas) définie à l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

IV – Modifications apportées aux installations – implantation de mezzanines

Afin d'optimiser l'utilisation du volume disponible dans son entrepôt, la société AMAZON souhaite étendre les mezzanines implantées dans 3 cellules du bâtiment, qui se développeront sur 4 niveaux (sol + 3).

Les cellules concernées sont les cellules 1, 2 et 11 (se référer au schéma inséré au paragraphe II du présent rapport).

La surface au sol projetée des mezzanines correspondra à 100% de la surface des cellules.

Pour mémoire, la surface au sol projetée des mezzanines des cellules 3, 4, 9 et 10 correspond à 50% de la surface des cellules. La surface au sol projetée des mezzanines de la cellule 12 correspond à 85% de la surface de la cellule.

4.1. Description des mezzanines

Les mezzanines seront constituées de planchers pleins en bois, à l'exception d'une zone en caillebotis d'une surface projetée au sol de 10,5 % minimum de la surface de la cellule.

A chaque niveau, des étagères (composées de tôles d'acier) seront dressées afin de permettre le stockage des différents produits, assurant également la structure des mezzanines (se référer aux exemples joints en annexe 2 du présent rapport).

Les produits qui y seront stockés seront exclusivement non dangereux.

Les produits seront ensuite enlevés par un système de convoyeurs automatisés.

L'accès aux mezzanines s'effectuera par des cages d'escaliers ouvertes pour le personnel et des monte-charges pour les marchandises.

25 personnes par étage pourront être amenées à travailler au niveau des mezzanines, avec des pics d'activités pouvant nécessiter la présence de 100 personnes par étage au maximum.

Situées dans des cellules contiguës, les étages de chaque mezzanine seront en communication au travers des murs coupe-feu séparant les cellules. Les ouvertures seront équipées de portes coupe-feu (EI 120) à fermeture automatique avec détecteurs autonomes (DAD).

L'évacuation sera assurée par au moins 5 issues de secours à chaque étage de mezzanines. Leur nombre et leur répartition permettra de respecter une distance de moins de 50 mètres en tout point des mezzanines, ou 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Un système de détection incendie avec report d'alarme et déclenchement de la sirène d'évacuation sera installé à chaque étage des mezzanines (par le biais de détecteurs de fumées) et le réseau sprinkler sera également étendu à l'ensemble des étages des mezzanines.

4.2. Impact sur le classement du site

Le bâtiment n'est pas modifié, les mêmes catégories de marchandises seront stockées au niveau des mezzanines sans que les quantités autorisées ne soient augmentées.

L'extension des mezzanines dans les cellules 1, 2 et 11 ne modifie donc pas le classement du site en terme de rubriques de la nomenclature ICPE.

4.3. Impact sur les nuisances

L'extension des mezzanines ne modifie pas de façon significative l'impact de l'établissement sur son environnement par rapport à ce qui avait été évalué dans le dossier de demande d'autorisation initiale, que ce soit en matière de consommation d'eau, de rejets aqueux ou atmosphériques, de production de déchets, de trafic routier ou de bruit.

4.4. Modification des dangers

Le principal danger mis en évidence dans le dossier de demande d'autorisation initial concernant les cellules de stockage est l'incendie qui présente 3 types de risques :

- les risques liés aux effets thermiques,
- les risques liés aux effets toxiques des fumées d'incendie,
- les risques liés au déversement des eaux d'extinction potentiellement polluées.

▪ *Concernant les effets thermiques :*

Les distances d'effets thermiques en cas d'incendie des cellules de stockage ne sont pas modifiées par l'implantation des mezzanines.

En effet, les calculs avaient été effectués, pour l'ensemble des cellules, sur la base d'un stockage en racks sur 6 niveaux (sol+5) représentant une hauteur totale de stockage de 9,80 mètres et avec l'hypothèse d'un stockage uniforme de matières plastiques.

Or, la hauteur de stockage en mezzanines sera de 9 mètres et les produits stockés ne seront pas exclusivement des matières plastiques mais des produits en mélange. Les hypothèses de calcul de l'étude de dangers initiale (vitesse de combustion et émissivité de la flamme notamment) étaient donc majorantes et les distances d'effets obtenues peuvent alors être conservées dans le cadre de la mise en place des mezzanines.

▪ *Concernant les effets toxiques :*

L'étude de dangers initiale concluait à l'absence d'effets toxiques des fumées au niveau du sol. La nature des produits stockés restant la même, l'implantation des mezzanines ne modifie donc pas les effets toxiques des fumées d'incendie.

▪ *Concernant les besoins en eau et la rétention des eaux d'extinction :*

Les éléments dimensionnant le calcul des besoins en eau sont la surface de la plus grande cellule, la hauteur de stockage et la nature des produits stockés.

Ces éléments n'étant pas modifiés, les besoins en eau en matière de protection incendie restent identiques, et de fait, le volume de rétention des eaux d'extinction également.

▪ *Concernant les risques spécifiques des mezzanines :*

Le projet portant sur plusieurs mezzanines par cellule, et la surface d'une de ces mezzanines étant portée à 100% dans la cellule 1, 2 et 11, une étude ISI (ingénierie sécurité incendie) a été réalisée par un organisme spécialisé.

Celle-ci, conformément aux dispositions réglementaires, a pris en compte l'évacuation des personnes et l'intervention des secours via une étude de la tenue de la structure des mezzanines, la position des

issues de secours, le nombre de personnels présents, et l'impact de l'aménagement des mezzanines sur le désenfumage et sur les performances de l'installation de protection incendie.

Dans ce cadre, 3 scénarii d'incendie ont été développés dans l'étude :

- 1^{er} scénario : départ de feu se produisant au premier niveau de la mezzanine (sol + 1), proche d'une trémie de convoyeur et en bord de plancher de manière à favoriser la progression verticale ;
- 2^{ème} scénario : départ de feu se produisant au premier niveau de la mezzanine (sol + 1), au niveau des passerelles en U ;
- 3^{ème} scénario : départ de feu se produisant au deuxième niveau de la mezzanine (sol + 2), au centre des mezzanines, loin des ouvertures verticales, de manière à favoriser la propagation horizontale des fumées.

Les modélisations réalisées montrent que les conditions de visibilité, de montée en température et de dispersion de gaz toxiques sont compatibles avec le temps d'évacuation du personnel à chaque niveau (estimé à 4 minutes dans l'hypothèse de la présence de 50 personnes par niveau), et ce quelque soit le scénario considéré.

L'étude d'ingénierie incendie avait pour objectif de vérifier qu'en cas d'incendie dans une cellule contenant des pick-towers :

- la durée d'évacuation du personnel travaillant dans ces structures est compatible avec la vitesse de propagation de l'incendie ;
- l'écroulement de la structure des pick-towers ne commence pas avant la fin de l'évacuation de l'ensemble du personnel travaillant dans la cellule ;
- qu'il n'y a pas de ruine des pick-towers vers l'extérieur, préservant ainsi les cheminements périphériques d'évacuation et d'accès des secours.

L'étude transmise statue sur le fait que « les conditions susvisées étaient parfaitement respectées sur la base des hypothèses retenues ».

Cependant, l'étude a mis en évidence la nécessité de mettre en place un certain nombre de dispositions visant à améliorer la protection des personnes. Ces dispositions sont les suivantes :

- mise en place d'une zone en caillebotis représentant 10,5 % de la surface projetée au sol de la cellule,
- création d'issues de secours à chaque niveau, conformément au plan présenté dans le dossier,
- renforcement de l'épaisseur des montants des échelles et de la tôle (portée de 0,75 à 1,5 mm).

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

Enfin, une tierce-expertise, en date du 2 juin 2016, a été réalisée par l'INERIS, qui valide l'étude d'ingénierie incendie.

V - Propositions et conclusion de l'inspection des installations classées

Au regard des éléments développés ci-dessus, la demande de modification des installations exploitées par la société AMAZON, bien que notable, n'est toutefois pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

En effet, cette modification, consistant en l'extension de mezzanines au sein de 3 cellules de stockage, n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires sont toutefois fixées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe de ce présent rapport, et reprennent, pour une meilleure lisibilité des prescriptions, l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement.

Dans ces conditions, le service de l'inspection des installations classées de la DREAL Centre-Val de Loire propose à monsieur le préfet du Loiret d'autoriser la société AMAZON à poursuivre et étendre l'exploitation des mezzanines qu'elle exploite dans les cellules 1, 2 et 11.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Copie à : DREAL / SEIR

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé